

Appel de Niamey, République du Niger

Sur la persistance de l'esclavage dans les Etats du Sahel

Nous, organisations de la société civile des pays du G5/Sahel esclavagisme (Mali, Tchad, Mauritanie, Burkina Faso et Niger) et de la République de l'île Maurice ayant participé au colloque international sur « **Esclavage dans l'espace Sahélo Saharien : Mutations, Persistances et Perspectives** » tenu du 18 au 20 décembre 2018 à l'Institut des Recherches en Sciences Humaines (IRSH) de l'université Abdou Moumouni de Niamey ;

conscients de la gravité et de la persistance de l'esclavage dans les pays des G5/Sahel et de l'île Maurice avec pour conséquence le non-respect des droits humains en général et en particulier la lutte contre l'esclavage ;

au moment où le monde entier a les yeux tournés vers le Sahel, vivier et domaine d'actions des groupes de l'extrémisme violent, constituant ainsi une menace pour la sécurité mondiale, nous attirons l'attention des gouvernements et acteurs civils et politiques du Sahel, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Africaine (UA), de l'Union Européenne (UE), de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ainsi que de manière individuelle les pays membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), sur la nécessité d'une prise de conscience et d'actions rapides d'envergure régionale et internationale contre l'esclavage au Sahel.

Le Sahel est l'une des régions au monde qui a la spécificité de connaître encore de nos jours l'esclavage et pratiques analogues, maintenant dans l'esclavage des millions d'êtres humains avec les mêmes instruments idéologiques qui conduisent à l'extrémisme violent.

Nous demandons :

- A la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Union Africaine, l'Union Européenne et les Nations Unies de suspendre tout financement, et toute coopération diplomatique avec la Mauritanie et de demander la libération immédiate et sans condition des militants anti-esclavagistes emprisonnés

arbitrairement à savoir Biram Dah Abeid et Abdallahi Houssein Messaoud. Cette énième arrestation dont le motif est d'empêcher Biram de se présenter à l'élection présidentielle 2019 mais aussi de déstabiliser et freiner l'élan des militants anti-esclavagistes.

- Aux Gouvernements du Mali et du Burkina Faso d'adopter une loi criminalisant l'esclavage à l'instar des autres pays membres G5/Sahel.
- Aux Gouvernements de la République du Niger et de la République de Tchad d'appliquer effectivement la loi portant lutte contre l'esclavage et la prise en charge des victimes des pratiques esclavages.
- Au Gouvernement de la République de l'île Maurice de mettre fin immédiatement à toute discrimination raciale qui persiste encore dans le pays.

Fait à Niamey le 20 décembre 2018

Ont signé :

Pour le Mali

TEMEDT

Pour la Mauritanie

IRA

Pour le Tchad

ARED

Pour le Burkina Faso

FESTICHAMS

Pour l'île Maurice

NRJ KREOL

Pour le Niger

TIMIDRIA

GRAN LEKOL FILOZOFI